Alain Peyrefitte

LE MAL FRANÇAIS

LE LIVRE DE POCHE

1

xte intégral

LBG! 1283
LB1

LE MAL FRANÇAIS - Tome 1

Alain Peyrefitte a partagé son temps entre la réflexion et l'action.
Normalien, chargé de recherches au C.N.R.S. (anthropologie), maître de conférences à l'E.N.A., il s'interroge sur la dynamique des sociétés et les maladies de civilisation (Le Sentiment de Confiance, Le Mythe de Pénélope, Faut-il partager l'Algérie? La Participation, La Drogue, Décentraliser les responsabilités, Réponses à la violence, Quand la Chine s'éveillera).
Ancien élève de l'E.N.A., il opte pour le Quai d'Orsay, de manière à observer des sociétés étrangères sur le terrain (notamment, les deux Allemagnes et la Pologne). Député en 1958 et toujours réélu depuis ; maire de Provins ; conseiller général de Bray ; représentant à l'Assemblée européenne et à l'Assemblée de l'O.N.U. ; président d'une des grandes Commissions de l'Assemblée nationale (Affaires culturelles et sociales) ; secrétaire général de l'U.D.R. à la veille des élections législatives de 1973 ; placé à la tête de huit ministères à partir de 1962 – il a acquis une expérience variée des pouvoirs administratif, législatif, exécutif, local, international.
Dans *Le Mal français*, fourmillant de choses vues et d'exemples concrets, il fait la synthèse de son témoignage et de ses analyses.

16°Z
10387
(5212)

ŒUVRES D'ALAIN PEYREFITTE

Dans Le Livre de Poche :

QUAND LA CHINE S'ÉVEILLERA... LE MONDE TREMBLERA
Tome 1

QUAND LA CHINE S'ÉVEILLERA... LE MONDE TREMBLERA
Tome 2

LE MAL FRANÇAIS, Tome 2.

DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS

DÉCENTRALISER LES RESPONSABILITÉS. Pourquoi? Comment?

ALAIN PEYREFITTE
de l'Académie française

Le Mal français

Tome 1

France, d'où vient ton mal, à vrai parler ?
Connais-tu point pourquoi es en tristesse ?
Conter le veux, pour vers toi m'acquitter.
Écoute-moi et tu feras sagesse...
Ne te veuille pourtant désespérer.

CHARLES D'ORLÉANS [1].

PLON

DL-07-03-1979-05603

© *Alain Peyrefitte et Librairie Plon, 1976.*

A Erasme de Rotterdam

Explorateur infatigable de l'éternelle troisième voie
« Guelfe pour les Gibelins et Gibelin pour les
[Guelfes[1] *»*
A qui cinq cents ans n'ont pas fait prendre une ride
Maître d'hier pour demain.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma reconnaissance

— pour les conversations si enrichissantes que j'ai eues avec eux depuis de longues années sur certains thèmes de ce livre : à Raymond ARON, au R.P. CONGAR, à Michel CROZIER, Octave GÉLINIER, Henri GOUHIER, Stanley HOFFMANN, Pierre MOUSSA, Léon NOËL, François PERROUX ; sans oublier les regrettés Gaston BACHELARD, René LE SENNE, Gabriel MARCEL, André SIEGFRIED,

— pour avoir pris la peine de relire mes manuscrits et m'avoir aidé de leurs précieux conseils dans le domaine de leur spécialité : aux professeurs Louis BERGERON, Yves-Marie BERCÉ, Jacques BOMPAIRE, François BOURRICAUD, Pierre CHAUNU, François CROUZET, Jacques DUPÂQUIER, Jean DELUMEAU, Alphonse DUPRONT, Jacques ELLUL, Jacques GODECHOT, François GOGUEL, Alfred GROSSER, Pierre JEANNIN, Serge LEBOVICI, Maurice LEVY-LEBOYER, Herbert LÜTHY, Jean-Claude MARGOLIN, Jean MARCZEWSKI, Léo MOULIN, René RÉMOND, Marcel RONCAYOLO.

Il va de soi, cependant, que ce livre n'engage que son auteur.

Je suis Français, dont ce me pèse.

François Villon[1] (vers 1460).

Je connais le mal *de mon royaume.*

Henri IV[2] (1599).

Se croire un personnage est fort commun en France.
On y fait l'homme d'importance...
C'est proprement le mal français.
La sotte vanité nous est particulière.
Les Espagnols sont vains, mais d'une autre manière.

Jean de La Fontaine[3].

Le mal français, *qui est le besoin de pérorer, la tendance à tout faire dégénérer en déclamation, l'Université l'entretient par son obstination à n'estimer que le style et le talent.*

Ernest Renan[4] (1859).

Je dénonce un mal *qui nous ronge de toutes parts... Dévergondage d'anarchie ou de réaction, c'est tout*

un, puisque le mal vient du pays lui-même, incapable de s'organiser, sous les différentes formes de gouvernement qu'il a, depuis un siècle, successivement essayées.

Georges Clemenceau[6] (1913).

Ce n'est pas servir la France que de répéter à tort et à travers qu'elle se porte bien, qu'elle ne s'est jamais mieux portée. Ah ! Des millions et des millions d'hommes n'ont cure de notre optimisme. Notre optimisme leur fait froid dans le dos.

Georges Bernanos[6] (1936).

Le mal français *est un mal politique... Les Français se sont à peu près soustraits à leur fonction politique. Comment y aurait-il encore un Etat, là où il n'y a plus de citoyens ? Il faut une révolution des structures, fondée sur une mutation brusque de l'esprit public.*

Henri, comte de Paris,
le Mal français[7] (1954).

Les Français sont atteints d'un mal *profond. Ils ne veulent pas comprendre que l'époque exige d'eux un effort gigantesque d'adaptation... Ils ne peuvent se passer de l'Etat, et pourtant ils le détestent, sauf dans les périls... Ils ne se conduisent pas en adultes.*

Charles de Gaulle[8] (1966).

Plan de l'ouvrage

TOME PREMIER

INTRODUCTION : **Nos enfants naturels**

I. Sur les traces d'un mal caché

1. Le mystère français. 2. Malade à en mourir. 3. A la recherche d'un virus. 4. Les deux hémisphères. 5. Le pourrissement par la tête. 6. Une guérison qui ne guérit pas tout. 7. Apparition du mal caché. 8. « Le pouvoir, c'est l'impuissance ». 9. Cerveaux d'Etat. 10. Le malentendu.

II. Le mal romain

11. « Le Grand Siècle », éblouissant début du déclin. 12. L'écroulement démographique. 13. Décadence des nations latines. 14. L'envol des sociétés réformées. 15. A deux vitesses. 16. La syncope anglaise. 17. Des explications à écarter. 18. Pourquoi l'Occident a divergé. 19. Fille aînée de l'Eglise. 20. Tentative d'interprétation de l'histoire. 21. Les hormones du développement. 22. Marthe et Marie.

III. Césarisme sans César

23. La captation technocratique. 24. Les gueules grises. 25. Tempête dans une nappe d'eau. 26. Les deux pachydermes.

Notes documentaires et références. — Index des noms de personnes. — Table des matières analytique.

TOME II

IV. Des structures sociales malades : une société à irresponsabilité illimitée

27. L'irresponsabilité. 28. La substitution. 29. L'envahissement. 30. La confusion. 31. Le cloisonnement. 32. La congestion. 33. La désagrégation. 34. Le déséquilibre.

V. Des structures mentales malades : l'immobilisme convulsionnaire

35. La galerie des glaces. 36. La résistance à l'innovation. 37. L'autorité sacrée. 38. La soumission. 39. L'insoumission. 40. La mendicité injurieuse. 41. Le refus de la différence. 42. En congé de réel. 43. Nos guerres de religions.

VI. Les leçons de l'échec

44. L'effet serendip. 45. Trois siècles d'essais non transformés. 46. De Gaulle enlisé. 47. La symphonie inachevée. 48. « Mon second septennat ».

CONCLUSION : Esquisse d'une thérapeutique

49. De la méthode. 50. Quelques pistes.

Annexes. — Notes documentaires et références. — Bibliographie. — Index des noms de personnes. — Table des matières analytique.

Introduction

NOS ENFANTS NATURELS

Aucune nation n'aime à considérer ses malheurs comme ses enfants légitimes.
Paul Valéry *[1].

Voici la France, aux yeux de ses fils, tantôt nation inépuisable qui invente l'avenir du monde, tantôt vieux pays fatigué, déchu de sa grandeur, mécontent de soi. Pourquoi est-elle vouée à la neurasthénie, si quelque rêve grandiose ne l'élève au-dessus d'elle-même ?

Voici ces Français, qu'on dit — plus que tous autres — ingouvernables ; qui détiennent le record des révoltes, des effondrements de régime, des luttes civiles — des malheurs collectifs. Et voici les mêmes passivement soumis à leur administration, et amoureux (toujours déçus) de l'autorité ; rebelles à leur Etat, en même temps qu'inaptes à vivre sans ce tuteur tracassier.

* Les notes utiles à la compréhension du texte sont précédées d'un astérisque et placées en bas de page ; les notes documentaires ou érudites sont numérotées et renvoyées en fin de volume.

Voici la France, encore au début du siècle dernier la plus grande puissance du monde, aujourd'hui bien distancée ; et même qui, malgré de récents progrès, éprouve quelque peine, pour se moderniser tout en gardant son équilibre, à suivre le train de pays plus agiles qu'elle.

Le poids des mentalités

Combien de fois, observant de près nos difficultés, ne m'a-t-il pas semblé qu'elles étaient d'ordre psychique ou sociologique ; ou, si l'on préfère, qu'elles relevaient des mentalités ? Comme si les Français n'affrontaient pas des « problèmes » qui leur seraient posés de l'extérieur. Comme s'ils les portaient en eux, *et les projetaient sur la réalité qui les entoure.*

Pourquoi l'Angleterre a-t-elle connu une industrialisation précoce ? « Parce qu'elle possédait de la houille », répondent les manuels d'histoire ou de géographie. Pourquoi la France a-t-elle été beaucoup moins brillante ? « Parce que ses charbonnages étaient plus pauvres. » Mais alors, pourquoi le Japon s'est-il si vite industrialisé ? D'autres manuels, ou les mêmes, retournent l'explication : les Japonais ont bien été obligés d'exporter des produits manufacturés, puisqu'ils devaient payer l'importation du charbon, dont ils manquaient[2]*...*

Etranges obstacles à l'économie et à la démocratie

Comment s'en tenir aujourd'hui au matérialisme historique *du XIX^e^ siècle, dont notre vision du monde est encore emplie ? Observez la rue de Cal-*

cutta ou de Bombay : peut-on attendre que l'Inde prospère, tant que ses habitants se laisseront mourir de faim à côté d'une vache sacrée ? Quelle productivité attendre des musulmans pendant le ramadan ? *Comment, se demandent des dirigeants africains, entraîner vers l'essor économique des ouvriers indigènes qui cessent le travail dès que leur paye leur permet de s'acheter le parapluie ou la bicyclette convoités*[3] *? Et comment la démocratie représentative à l'occidentale fonctionnerait-elle sans heurts dans des sociétés stratifiées en castes et en clans ? Les habitudes séculaires pèsent ici d'un poids évident.*

Mais pourquoi pèseraient-elles seulement sur les communautés que nous appelons archaïques ? Pourquoi les traits les plus immatériels d'une société — religions, préjugés, superstitions, tabous, mobiles de l'activité, attitude à l'égard de l'autorité, réflexes historiques, morale de l'individu et du groupe, éducation et valeurs qu'elle distille — n'infléchiraient-ils pas le comportement de tout peuple et le cheminement de toute civilisation, jusque dans les domaines les plus matériels — investissements, production et échanges, taux de croissance ? Et si l'économie ne se réduisait pas à des données brutes — matières premières, capitaux, main-d'œuvre — ni à des rapports de production, mais supposait, par-dessus tout, une mentalité favorable à l'économie ? Si la démocratie ne se limitait pas à des institutions, mais exigeait un esprit public apte à les faire jouer ? Si cette influence du facteur culturel était en France une cause, non pas unique, bien sûr, mais déterminante, de nos retards économiques, de nos difficultés sociales, de nos crises politiques ?

Causes et effets s'enchevêtrent tant, qu'il est vain

de croire qu'un seul fil permette de débrouiller l'écheveau. L'histoire n'est pas linéaire. Il ne faut pas essayer d'isoler un facteur en prétendant qu'il explique tout. Mais il paraît utile, parmi les multiples facteurs de l'évolution, de souligner l'importance de celui que néglige notre matérialisme naïf : l'esprit humain. Est-il abusif de penser qu'après tout, c'est peut-être celui qui compte le plus ? Et en outre, qui dépend le plus de nous ?

Un terrain miné

André Siegfried, auprès de qui, voici plus d'un quart de siècle, je m'étais risqué timidement à essayer quelques-unes des hypothèses qu'on va lire, laissa tomber lentement :

« Je pense exactement comme vous » (paroles suaves à l'oreille d'un frêle disciple !). « L'explication dernière des mauvais fonctionnements de notre économie et de notre société réside en nous-mêmes. Cependant, méfiez-vous ! Vous vous engagez sur un terrain miné. La psychologie des peuples n'a pas bonne réputation. L'étude des mentalités est freinée par les mentalités elles-mêmes. Elle a des relents de racisme. La Völker-psychologie *allemande a laissé un fâcheux souvenir. On bute sur des interdits. De ce que tous les hommes sont* égaux *en droit, on a déduit que tous les hommes sont* pareils *en fait. On craint que repérer une différence, ce ne soit légitimer l'inégalité. Après tout, il y a peut-être simplement de la délicatesse à ne pas vouloir évoquer leurs infériorités mentales devant ceux qui en sont atteints. »*

Il concentra son regard derrière ses verres ronds cerclés de noir :

« Admettre, reprit-il, que nos échecs tiennent à ce que nous avons de plus profond, de plus intime, c'est à la fois décourageant et humiliant. Pour une nation retardée, il est plus réconfortant de se dire que si l'on est pauvre et sous-développé, c'est seulement à cause de la géologie, ou du régime des vents, ou des affreux impérialistes. Du reste, les peuples les plus avancés trouvent confortable de faire semblant de le croire aussi. »

Nous, Français, sommes avancés par rapport à beaucoup de sous-développés, mais sous-développés par rapport à quelques pays plus avancés. Nous avons l'hypocrisie tantôt charitable, tantôt égoïste. C'est toujours de l'hypocrisie. Ou plutôt, un instinct de défense ?

« Encore, reprit-il, si vous allez chercher vos exemples chez des peuples lointains, au Brésil ou en Iran... Mais si vous les cherchez en France, vous êtes perdu ! Les Français ont leur propre expérience, elle leur paraît irrécusable ; leur propre explication, vous ne les en ferez pas démordre. Et ils sont susceptibles. Si vous vous montrez sévère pour la France, ils vous traiteront de masochiste ; indulgent, ils vous taxeront de chauvinisme. Vous serez juge et partie, et vous vous adresserez à des Français qui le seront tout comme vous. Un médecin, si habile soit-il, n'ausculte pas sa propre mère. »

Souvent, depuis, j'ai mesuré la sagesse de cet avertissement. Au retour d'un pays lointain, un voyageur est revêtu, aux yeux du public, de la même autorité qu'un astronaute qui revient de la Lune, et qui en parle. Ce qu'il peut raconter ne dérange personne :

seuls les spécialistes de ce pays ont des idées ; cela ne fait pas beaucoup de monde. Mais cinquante millions de Français se sont fait cinquante millions d'idées de la France ; des idées bien arrêtées. Il est aussi difficile de leur parler d'elle, que de sa femme à un mari jaloux. Et un homme politique est moins recevable que quiconque : il a pris parti dans des luttes publiques. Il ne peut dissimuler ses engagements sous la toge de l'universitaire, ou la tunique du Persan.

André Siegfried avait raison. Pourtant, je ne l'ai pas écouté : je me suis obstiné sur la piste du mystère français, comme on escalade un pic par une face nord dont on a rêvé depuis l'enfance.

Je n'en demande pas moins pardon au lecteur pour la témérité de mon propos : chercher en nous, dans la trame de notre société, dans le fond de notre âme, les vraies causes de nos malheurs. Je sens mon outrecuidance, de vouloir promener les Français dans un pays à découvrir : le leur. Mais le mieux connu nous reste toujours le plus inconnu...

La scotomie

Chaque peuple a tendance à se prendre pour le nombril du monde. Cependant, cet ethnocentrisme *revêt deux formes opposées.*

Tantôt, il consiste à plaindre les autres d'être différents, mais à considérer cette différence comme irrémédiable ; par suite, à l'admettre et, dans une certaine mesure, à la respecter. Ainsi, les Anglais ont souvent déploré que Dieu n'eût pas accordé aux autres, à partir de Calais, la faveur de les faire naître

anglais ; mais ils les laissaient à leurs mœurs, à leurs manies.

Tantôt, l'ethnocentrisme se fait assimilateur. Ainsi de ces Indiens du Brésil, chez qui séjournait épisodiquement l'ethnologue Kurt Unkel, et qui pleuraient à chaudes larmes lorsqu'il revenait parmi eux, à la pensée des souffrances qu'il avait dû endurer d'être séparé de leur tribu, la seule où la vie valût la peine d'être vécue[4]*. Ainsi encore des nations latines : les autres, certes, n'ont pas le bonheur de partager notre culture, mais tout espoir n'est pas perdu ; qu'ils imitent notre civilisation, et ils deviendront civilisés. Les Latins tiennent pour quantité négligeable les particularités des autres peuples ; à plus forte raison les leurs propres, puisqu'ils sont l'Homme même, étalon et mesure de toutes choses. « Les Français, écrivait T.E. Lawrence*[5]*, sont partis d'une doctrine (dogme plutôt que secret instinct) qui fait du Français la perfection humaine. Evidemment, pensent-ils, un étranger n'atteindra jamais leur niveau, mais sa valeur sera d'autant plus grande qu'il en approchera davantage. »*

Comment, alors, les Français seraient-ils enclins à reconnaître dans leurs propres défaillances les raisons de leurs déboires ? Si nous nous ignorons nous-mêmes, c'est que nous refusons de nous voir, d'autant plus efficacement que le refus reste inconscient. Il existe une maladie des yeux que les ophtalmologues appellent scotomie. *Le regard ne distingue qu'une partie du champ visuel, comme à travers un long tube : on aperçoit assez pour suivre un chemin, non pour mettre un panorama en perspective. Freud a montré que l'esprit aussi pouvait être atteint de scotomie : l'inconscient refuse de communiquer à notre*

conscience ce qu'il nous interdit de voir en nous, autour de nous. Il censure notre regard.

Rien n'est difficile comme de se juger soi-même. On n'entend pas son accent. On ne se rend pas compte de ses tics de langage. On ne sent pas sa propre odeur. Parce que les faiblesses de la France sont profondément françaises, elles sont imperceptibles aux Français.

Un peuple veut ignorer la vérité qui le blesse ; il préfère invoquer une éclipse passagère, un malheureux concours de circonstances. Mais une conjoncture *qui se maintient devient une* structure ; *un engourdissement prolongé pendant trois siècles — sauf de rares périodes d'énergie fulgurante — c'est justement cela qu'on nomme* décadence. *Que la vitalité française, en plein XVII^e siècle, se soit assoupie alors que certains voisins s'éveillaient, c'est une hypothèse que nous nous refusons à envisager. Quant aux origines de cette langueur, nous les* scotomisons *davantage encore. Nous ignorons aussi, nous voulons ignorer, les véritables ressorts de cette société libérale qui s'est épanouie depuis longtemps chez nos rivaux, et dans laquelle nous croyons vivre (et même avancer), alors que nous n'y vivons toujours pas vraiment.*

L'inconscient remonte au déluge

« Que nous importe, dit-on volontiers aujourd'hui, ce qui s'est passé dans les siècles précédents ? Nous arrivons à l'an 2000. Ne remontons pas au déluge ! » L'ennui est qu'au contraire, si notre intelligence se rêve libre, notre inconscient, lui, « remonte au

déluge ». Les peuples, autant que les personnes, sont commandés par leur enfance. Organisation sociale, activité économique, combats politiques reflètent, et à leur tour retrempent, les mentalités : rien n'évolue aussi lentement qu'elles.

Souvent, un comportement se perpétue longtemps après que sa cause a disparu. Sékou Touré, après la rupture de la Guinée avec la France, s'est fait livrer des gauloises *à partir d'une capitale voisine ; et les Allemands de l'Ouest, accoutumés au tabac bulgare, n'ont pu s'en déprendre malgré le rideau de fer. Au Japon, on roule à gauche : pourquoi avoir imité sur ce point les Anglais plutôt que les Américains ? Les* samouraï *marchaient à gauche dans les sentiers étroits, de manière à dégainer leur sabre de la main droite en cas d'attaque... Pourquoi nous servons-nous de couverts à poisson ? Le poisson oxydait la lame, et celle-ci donnait mauvais goût à celui-là. Le XVIII[e] siècle inventa ces couteaux, où la lame était en argent, comme le manche. Depuis longtemps, l'acier inoxydable les a rendus inutiles. Ils sont toujours sur nos tables ; et même sans être d'argent. Les techniques sont fluides, mais les us et coutumes figés.*

« Nous disions hier »

Les Français auraient-ils « la mémoire courte » ? Ils ne seraient pas les seuls ; et même pour eux, ce n'est qu'à moitié vrai.

La mémoire consciente *de chaque peuple est de plus en plus courte. Sans cesse, l'actualité est supplantée par la « dernière heure », vite chassée par la*

« spéciale dernière ». La vie d'une information — et même d'une mode intellectuelle — se réduit de plus en plus. Le citoyen moderne est soumis à un bombardement de nouvelles, dont l'abondance même l'empêche de distinguer ce qui devrait compter davantage. Il est sur-informé et sous-informé. On voit de près ; les perspectives lointaines échappent. Le sensationnel recouvre le sens.

La majorité qui a soutenu la V^e^ République se persuadait que toutes les difficultés des années 1960 venaient de la IV^e^ ; et ceux qui avaient détenu le pouvoir sous la IV^e^ juraient que seule la V^e^ était coupable. Aucun ne voulait reconnaître que la France pouvait être malade de son long passé. Or, elle n'a pas commencé à vivre en 1958. Ni, heureusement, pour ce qu'elle a de bon, et qui plonge dans les temps révolus des racines profondes. Ni, hélas pour ce qu'elle a de mauvais, et qui est devenu comme une seconde nature.

A l'inverse de la mémoire consciente, en effet, la mémoire inconsciente *d'un peuple est longue. Ses traumatismes retentissent en lui aussi longtemps que, au tréfonds d'un individu, ceux de la naissance, du sevrage, de la révolte contre le père. Les « têtes rondes » de Cromwell pèsent chaque jour davantage sur l'Irlande. Les Etats-Unis restent marqués par les guerres d'Indépendance et de Sécession, par les mythes de la conquête du Far West, par l'esclavage.*

Dans un siècle, les Espagnols sentiront toujours planer les ombres de Guernica et de l'Alcazar de Tolède ; mais derrière elles, se profilait celle de l'Inquisition. Les violences de la Guerre civile sont filles du passé, autant qu'elles sont grosses de l'avenir. Salvador de Madariaga, venant reprendre séance

à l'Académie royale de Madrid le dos de mayo * *1976, après quarante ans d'exil, s'écriait : « Nous disions hier... » Le franquisme était pour lui une parenthèse. Mais il l'exprimait en s'appliquant le mot célèbre de Fray Luis de León, quand il recommença son cours devant ses étudiants, de longues années après avoir été chassé de sa chaire par l'Inquisition. Du XVI^e^ au XX^e^ siècle, deux Espagnols se passaient le mot. Il n'y a pas de vraies parenthèses. Aucun pays ne rompt avec son histoire.*

Les musiciens de jazz

La France, au fond d'elle-même, n'a jamais oublié les guerres de Religion et la persécution des protestants ; la magie du pouvoir que confèrent les titres et les parchemins ; la Grande Révolution, la Terreur, les Chouans, l'émigration ; le 18 Brumaire et le 2 Décembre ; 1848 et la Commune ; l'Etat infaillible, distributeur d'ordres et d'interdits.

On assure que les musiciens de jazz perdent leur oreille par l'abus des notes aiguës ; du coup, ils poussent la sonorisation. L'aigu des notes se fait plus agressif encore. Il a créé en eux un besoin. La cause devient effet et l'effet devient cause. La vie d'une société est faite de mille « cercles vicieux » de cet ordre. Si les tentatives de changement paraissent piétiner, c'est qu'elles se heurtent à ce qu'on appelle, en physique, des systèmes : *des ensembles dont chaque élément est associé à d'autres, d'une manière si*

* Anniversaire du soulèvement du peuple madrilène contre les Français, le 2 mai 1808.

stable qu'on n'y peut presque rien changer. C'est ainsi que l'histoire s'entretient elle-même.

Par exemple, des élus, ou surchargés, ou inexpérimentés, ont besoin que des fonctionnaires compétents prennent les décisions en leur nom. Ceux-ci aiment exercer la réalité du pouvoir, à l'abri de ceux-là qui en détiennent l'apparence[6]*. Les uns et les autres ont autant d'intérêt à ce que le système qu'ils forment demeure ; et plus il s'invétère, plus il devient intouchable. Rien n'est conservateur comme ces complicités clandestines. Habitudes d'esprit, institutions, jeux de dépendance mutuelle finissent par former un équilibre quasi biologique que, seul, quelque drame, de temps à autre, vient remettre en cause.*

Les adolescents, et les révolutionnaires, se persuadent que les problèmes d'aujourd'hui ne comportent pas de précédents, et que les leçons de leurs aînés ne leur servent de rien. L'accélération de l'histoire télescoperait les traditions : « du passé faisons table rase ».

Seule, l'ignorance du passé peut faire naître cette illusion. Sans tomber dans l'illusion inverse — à savoir que rien ne change —, force est d'admettre qu'une société est un produit de son propre passé, jusque dans ses velléités de rompre avec lui pour instaurer un ordre nouveau. L'histoire ne connaît pas la discontinuité. Chaque peuple a sa façon à lui de vivre ses évolutions ou ses révolutions. Le 14 Juillet 1789 est bien français, comme Octobre 1917 est bien russe, et la Révolution culturelle bien chinoise. A travers les péripéties, s'affirme la permanence d'un même modèle culturel. Il nous faut mesurer le poids de nos traditions, si nous voulons repérer les change-

ments qui sont en train d'affecter nos mœurs, nos idées, notre âme.

L'homme n'a dominé la nature qu'en se soumettant à ses lois. Il ne peut échapper à l'emprise des siècles, qu'à condition de les voir en face — autre façon de se voir en face. Plus il prétend les dédaigner, plus il s'y enferme : les siècles se vengent. On ne peut regarder au fond de l'actualité, sans regarder d'abord au fond de l'histoire.

Choses vues

Pour mener ce voyage dans une France dont les mutations mêmes ont quelque chose d'immuable, j'ai donc mêlé présent et passé. On ne trouvera ici ni des Mémoires, ni une étude historique, ni un traité de sociologie ou de psychologie collective, ni un manifeste politique ; mais une tentative d'échapper à la loi des genres.

Les Mémoires n'ont qu'un sujet : leur auteur, qu'ils se proposent d'expliquer ou de justifier. Ce livre n'a qu'un sujet : oui ou non, la France est-elle atteinte d'un mal persistant ? Si oui, quelles en sont les manifestations, les causes ? Est-elle en voie de guérison ? Ou sur quels principes pourrait s'ébaucher une thérapeutique ?

Ce sujet impersonnel, je ne l'aborde pourtant pas comme le ferait un traité, en élaborant une théorie ou démontrant une thèse ; tout au plus, j'avance des hypothèses, qui s'appuient sur des expériences vécues.

Si je me mets en scène, c'est pour avoir eu quelques occasions d'observer de près certains aspects de cette maladie qui m'occupe. N'importe quel maire, conseil-

ler général, parlementaire, ministre, aurait à raconter autant que moi, si ce n'est plus, de ces « petits faits caractéristiques » dont Taine voulait faire la matière de l'histoire. La plupart des « cas » que je rapporte ne vaudraient pas la peine d'être signalés dans des Mémoires, qui résument l'essentiel d'une vie ; ils ne méritent de l'être ici que comme symptômes du « mal français ». De même pour les conversations que je relate : par exemple, de mes entretiens avec le général de Gaulle, je n'ai pas retenu ici ce qu'il m'a dit de plus intéressant sur lui-même, mais de plus proche de mon sujet.*

Quand je décris mes tentatives de soigner cette affection, c'est pour mieux montrer combien, le plus souvent, elles furent vaines. Je me suis convaincu qu'aucun remède partiel ne la guérira ; non plus qu'aucune panacée, comme on en voit dans les programmes des partis. Seule une prise de conscience permettrait des progrès réels : c'est à elle que ce livre voudrait contribuer.

Un manifeste politique résiste difficilement à la tentation de simplifier. Quelles idées entraînent l'adhésion, dans une réunion électorale ? Celles qui correspondent aux intimes convictions du public : il applaudit au passage, quand il reconnaît ce qu'il croit. L'homme politique heureux est celui qui sait traduire clairement ce que les citoyens s'imaginent confusément. Les Français ont trop vécu sur ces

* Le texte de ces entretiens a été reconstitué d'après les notes griffonnées dans les heures qui les ont suivis. Naturellement, je ne garantis pas le mot à mot : seulement le sens, tel que je l'ai compris, et des formules saillantes, telles que je les ai retenues. En outre, il faut faire la part du jeu, voire de la provocation, qui aurait disparu dans des propos officiels.

sortes de tranquillisants. Je ne me pique pas ici d'une autre ambition que de les déranger : en les amenant à s'observer dans la glace. Ce livre est bâti de « choses vues », dans l'espoir qu'elles seront peut-être mieux regardées.

Itinéraire à la recherche d'un mal caché

La première partie *relate mon cheminement à la découverte d'une maladie secrète dont me semblait atteint le pays. Cette inquiétude, je l'ai rencontrée dès l'enfance, aux approches de la guerre. J'ai cherché à la formuler, en étudiant en Corse une communauté villageoise ; plus tard, en comparant les types de sociétés, au hasard de la carrière diplomatique et de missions à l'étranger ; à la même époque, le service d'un Etat branlant n'a pu que la raviver. Je l'ai approfondie en regardant vivre au jour le jour la circonscription de Provins-Montereau, microcosme de la nation elle-même. Je n'ai pas réussi à l'apaiser en occupant dans les gouvernements du général de Gaulle et de Georges Pompidou des postes assez variés : au contraire, elle y est devenue générale.*

Ce constat dressé et ces questions posées, la deuxième partie — « le mal romain » — *tentera ce qu'on appelle en médecine une* anamnèse : *la recherche, dans les antécédents du malade, des circonstances qui peuvent expliquer l'état actuel. Nous repérerons au XVII^e^ siècle les premières rigidités, les premières ruptures. Et cette investigation situera notre cas particulier dans l'étrange histoire de l'Occident chrétien, qui, sous le coup de la Réforme et de la Contre-Réforme, diverge, lançant les uns sur la*

voie du développement, retenant les autres dans les rets d'une société hiérarchique et bureaucratique.

La troisième partie (« césarisme sans César ») *fournira quelques exemples contemporains de ce centralisme dogmatique de l'Etat. Des exemples nationaux, mais surtout deux études de cas effectuées sur le terrain,* in vivo : *un cas où le phénomène technocratique fait obstacle à une mesure que le bon sens exige ; un cas où il voudrait imposer une mesure que le bon sens refuse.*

Tout se passe comme si

La quatrième partie (« des structures sociales malades ») *décrira alors l'anatomie et la physiologie de la société — ses malformations, ses malfaçons, ses cloisonnements, ses rigidités, ses blocages, ses déséquilibres —, et notamment de cette matrice de notre société, qu'est la société administrative.*

La cinquième partie (« des structures mentales malades ») *tente une plongée dans l'inconscient collectif. L'histoire d'une nation, ses rebondissements, ses hésitations, ce qu'on appellera plus tard un destin, sont pareils aux pressentiments : ils se forment à des profondeurs que notre esprit ne visite pas. Ils nous font souvent accomplir des actes que nous interprétons de travers.*

Lorsque Freud déclare qu'un garçon de trois ans désire sa mère et veut la mort de son père, il précise que c'est vrai et que ce n'est pas vrai. L'enfant n'a pas arrêté délibérément un plan criminel. Mais un drame a éclaté en lui, le jour où il a découvert le couple formé par ses parents. « Tout se passe comme

si » l'enfant voulait faire de sa mère sa proie, et de son père sa victime. Quand je parlerai, à propos des Français, de censure, de refoulement, d'inhibition, il s'agira d'analogies, qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre. Mais, faute de s'interroger sur les troubles profondeurs de nos mentalités, on escamoterait sans doute une dimension du cas français ; tout comme on escamotait une dimension de l'enfant, tant qu'on se bornait à voir en lui son apparence.

La sixième partie (« les leçons de l'échec ») *scrute cette énigme : depuis trois siècles, des esprits clairvoyants ont essayé de décentraliser la France, de diffuser la responsabilité parmi les Français, de leur rendre l'initiative. Ils ont tous échoué. Souvent, ils ont abouti à l'inverse du but recherché. Pourquoi ? Comment ?*

C'est à la lumière de ces observations qu'on s'efforcera, en conclusion, *d'*esquisser *quelques méthodes et quelques pistes que pourrait suivre* une thérapeutique.

Dans une bataille d'idées

Naturellement, cette démarche pose plus de questions qu'elle ne fournit de réponses : la nature de ces questions est même de ne pas comporter de réponse assurée. La commodité de l'exposé m'entraînera à user de la forme positive et non dubitative, du mode indicatif et non conditionnel. Qu'on veuille bien considérer que les « si » et les « peut-être » sont mis ici en facteur commun. Au cas où le lecteur ressentirait quand même une irritation, faudrait-il le regretter ? Toute prise de conscience commence par un malaise, parce que nous nous sentons débusqués de

notre confort et contraints à nous affronter nous-mêmes...

Il sera sans doute toujours difficile de rien affirmer dans le domaine du mental. Puissent, en tout cas, mes hypothèses susciter la critique et la contradiction ! « Dans une bataille d'idées, disait Erasme, on aime mieux apprendre qu'enseigner. »

Première partie

SUR LES TRACES D'UN MAL CACHE

L'impression se répand qu'une malédiction particulière pèse sur la France... L'idée se crée, comme à d'autres périodes difficiles de notre histoire, qu'il existerait un « mal français », *une sorte de maladie chronique, insaisissable et spécifique...* Il n'y a pas de mal français.

Jean-Jacques Servan-Schreiber [1] (1976).

— Pensez-vous qu'il n'y a pas de mal français ?

— Bien sûr que si ! Il y a un mal français !

Jacques Delors [2] (1976).

CHAPITRE PREMIER

LE MYSTERE FRANÇAIS

SUR les eaux rouges de l'Ogooué, la pinasse glissait entre des écorces flottantes : troncs d'arbres, ou caïmans ? Elle vint se ranger contre un débarcadère qu'ombrageaient des palétuviers. De longues moustaches gauloises, pantalon, chemise et casque blancs : le docteur Schweitzer attendait sur les planches.

« Soyez le bienvenu ! Et restez longtemps ! Si vous ne passez que quelques heures, comme les rares Français qui viennent ici, vous ne comprendrez rien à ce que j'ai essayé de faire. »

C'était en août 1959. Lambaréné me retint quatre jours, durant lesquels je ne quittai guère Albert Schweitzer, partageant l'existence de ce village africain qu'on appelait hôpital. Quoiqu'on fût en pleine Afrique équatoriale française, le personnel — médecins, intendants, infirmières — ainsi que les quelques hôtes de passage, venaient de maints pays d'Occident * ; aucun de France, hormis Schweitzer lui-même et sa gouvernante, alsacienne comme lui. On

* Allemagne fédérale, Angleterre, Suisse, Scandinavie, Hollande, Etats-Unis, Canada.

parlait allemand ou anglais ; on n'utilisait le français qu'avec les Africains ; encore lui préférait-on les dialectes *fang* ou *swahili*.

« *On ne peut pas compter sur les Français* »

Le dernier jour, je finis par m'ouvrir à Schweitzer de mon étonnement devant cette exclusive. Il souleva le casque colonial qu'il portait à toute heure :

« Ce n'est pas un hasard, dit-il, de sa voix profonde au fort accent alsacien. Quand j'ai fait appel à des Français, je n'ai guère eu que des ennuis. Dès qu'ils sont en groupe, ils complotent. Ils ne sont pas... comment dites-vous en français... *vertrauenswürdig* *. »

Il cherchait ses mots, mais sa pensée n'hésitait pas :

« Si je les vois enthousiastes à leur arrivée, je sais qu'un peu plus tard, ils seront déprimés. La plupart sont tellement choqués par notre vie primitive, qu'ils repartent aussitôt. Certains restent plus longtemps ; alors, ils se mettent en tête de raser mon village et de le remplacer par un hôpital à l'européenne. Vous avez vu celui qui a été construit dans la bourgade, à trois kilomètres ? Exactement ce qu'ils auraient voulu me voir faire ! Mais il a été conçu à Paris, par des gens qui n'ont pas pris la peine de venir ici, et qui ne connaissent pas la psychologie africaine. Une très belle réalisation, qui a coûté des milliards, et reste presque vide. »

De fait, j'avais pu constater que l'hôpital moderne de Lambaréné soutenait mal la concurrence de ces vieilles paillotes. Mais j'avais admiré, en Afrique

* On ne peut pas compter sur eux.

ou en Indochine, trop de médecins coloniaux, pour ne pas mettre les propos du Dr Schweitzer au compte du parti pris.

« Les *nègres* *, poursuivit-il, se sentent perdus dans ces salles laquées de blanc, à côté de malades qui appartiennent à des tribus adverses ; beaucoup en oublient le manger et le boire, et dépérissent. Moi, je leur ai donné un hôpital qu'ils auraient pu imaginer eux-mêmes, et ils préfèrent y venir, souvent de très loin. Il en arrive tous les jours, à pied, à travers la forêt, depuis l'Oubangui-Chari, le Tchad, le Congo belge, le Tanganyika. Ils retrouvent ici des cabanes pareilles aux leurs. »

Schweitzer me fit entrer dans l'une d'elles, pour m'expliquer que de la paille sur un châlit vaut mieux qu'un matelas sur un lit ; car la paille tue la vermine, alors que le matelas l'attire.

« *Ils ont leurs idées toutes faites* »

« Mes malades, reprit-il, sont groupés par tribus. Ils sont entourés de leurs femmes, qui s'occupent d'eux et font la cuisine, de leurs enfants, de leurs chèvres, cochons, basse-cour. Ils se sentent chez eux, ils reprennent le courage de guérir. Cela n'empêche pas les Français d'être sûrs d'avoir raison. Ils ont leurs idées toutes faites. L'expérience ne leur apprend rien. Mais elle les gêne. Alors, certains ont voulu supprimer cette expérience. Ils ont tenté de soulever les *nègres* en leur racontant que je suis raciste, paternaliste, colonialiste. D'autres sont allés trouver le

* C'est le terme qu'employait Schweitzer, comme Voltaire.

gouverneur, les députés et les syndicats à Libreville, pour demander qu'on m'expulse. Que voulez-vous ! Il manque aux Français comme une dimension de la vie. Le respect des faits, et le respect des autres. La soumission au réel. L'habitude de se plier aux exigences de la vie en commun. La continuité de l'effort. Excusez-moi, on n'est jamais tranquille avec vos compatriotes. »

Schweitzer avait pu être aigri par son internement, comme citoyen allemand, en août 1914. Il était excusable de manquer de sérénité. Pourtant, j'avais peine à contenir mon impatience :

« Mes compatriotes, *nos* compatriotes, évoluent ! Vous décrivez les Français d'hier ! Et encore, quelques-uns seulement !

— D'hier, d'aujourd'hui et de demain. Je ne crois pas qu'ils aient changé. Des individus changent. Un peuple ne change pas aussi facilement. Je ne dis pas que séparément, les Français ne soient pas doués. C'est souvent le cas. Mais ensemble, c'est comme le vin dans une mauvaise barrique : même fait de bonnes grappes, il finit toujours par s'aigrir. »

Son opinion était arrêtée. Au moins par là, il participait de ces préjugés qui l'exaspéraient tant chez les Français. J'insistai pourtant :

« Si vous avez fait des expériences fâcheuses, n'est-ce pas parce que vous avez joué de malchance, ou manqué de patience ? Tout le monde est perfectible ; des Français le seraient aussi.

— Sans doute, sans doute..., me concéda-t-il, si je les gardais assez longtemps ! Mais mon hôpital ne peut pas attendre. Je ne suis pas venu ici pour métamorphoser les Français, mais pour soigner les indigènes. Je n'ai pas de temps à perdre. J'ai

des milliers de lépreux, de bilharzieux * et de sommeilleux sur les bras. Je ne peux pas prendre de risques. »

« *Les Latins préfèrent la théorie* »

Nous avions gravi un promontoire, d'où le regard s'étendait sur les centaines de cases, grouillantes de vie. Au-delà, les cimes de la forêt, où appelaient les toucans ; en bas, le cours limoneux de l'Ogooué.

« Voilà mon royaume depuis un demi-siècle. J'ai été très obstiné. Les Français ne m'ont pas beaucoup aidé. Avec des médecins et des infirmières d'autres nations, je n'ai jamais d'ennuis. Je les prends, si possible, protestants rigoristes. Ils sont élevés dans le devoir envers eux-mêmes et envers les autres. J'ai remarqué aussi qu'ils s'adaptent mieux à la différence. Ils comprennent que, quand ils soignent un indigène, il faut l'aimer assez pour admettre qu'il n'est pas Européen. »

Schweitzer désignait ainsi le mauvais versant de la colonisation latine, abusivement encline à l'assimilation — mais croyant en l'Homme ; et le bon versant de la colonisation protestante, plus soucieuse de distinction — mais jusqu'à la *barrière de couleur* et à l'*apartheid*.

« Ils regardent la réalité en face, reprit-il, ce qui est la première condition pour la surmonter. Tandis que les Latins préfèrent la théorie. Ils ne se font pas une opinion par eux-mêmes. Tenez, même Gilbert

* Malades atteints de la bilharziose, due à un parasite qui pénètre sous la peau.

Cesbron, qui m'a consacré un livre *. Je l'aime bien et il a du talent ; mais croyez-vous qu'il aurait visité Lambaréné avant d'écrire ? Non. Il a dû lire quelques articles de journaux. Dès la première ligne, mon infirmière me dit : « *Il est minuit, docteur Schweitzer, il est temps d'aller vous coucher.* » Et je lui réponds : « *A cette heure, le soleil se lève en Alsace, l'angélus sonne.* » Si Cesbron était venu faire un tour ici, il aurait constaté qu'il n'avait pas besoin de toucher à sa montre, l'Alsace et le Gabon étant situés sur le même fuseau horaire ; et que, lorsqu'il est minuit à Lambaréné, il est minuit à Gunsbach.

— Il suffit de regarder une mappemonde.

— Voyez comme vous êtes français vous-même ! Toujours la théorie ! Mais on ne regarde pas une mappemonde quand on écrit une pièce de théâtre ! La réalité ne se remplace jamais. »

Cette philippique, le patriarche la formulait sans colère, comme une évidence qu'enseigne la vie.

Une affaire de crédibilité

Souvent, trop souvent, une désillusion nationale me remettait en mémoire les jugements du docteur Schweitzer. Ainsi, ce jour d'octobre 1964, où le secrétaire d'Etat allemand à l'Information, Günther von Hase, m'expliqua qu'il ne pouvait donner suite à une proposition que je lui faisais depuis un an :

« Pourquoi, lui répétais-je, ne pas établir entre le procédé allemand de télévision en couleurs *Pal* ** et

* *Il est minuit, docteur Schweitzer*, émouvante pièce de théâtre (1950).

** PAL : *P*hase *A*lternative *L*ine.

le procédé français *Secam* *, une coopération qui permettrait de rallier toute l'Europe, alors que notre rivalité va la diviser ? Chacun des deux se révèle déjà supérieur au procédé américain. Un procédé franco-allemand s'imposerait aisément. Nous fournirions la preuve qu'en joignant nos efforts, nous pouvons assurer l'indépendance technologique et industrielle de l'Europe. »

Ce jour-là, Günther von Hase avait frété une vedette pour abriter l'un de nos colloques trimestriels. Nous redescendions le Rhin de Bingen à Bonn. Pour me parler en confidence, il m'entraîna sur le pont, en compagnie de son seul adjoint :

« Un des principes fondamentaux de la République fédérale, vous le savez, interdit au gouvernement d'intervenir dans la marche des entreprises privées. Nous ne pouvons qu'interroger les industriels concernés. Nous l'avons fait. Ils ne sont pas intéressés par la perspective d'une coopération avec l'industrie française. Le *Secam* est sûrement excellent ; personne n'en disconvient. Mais... ce sont les chiffres qui décident. »

Nous passions sous le rocher de la Lorelei, voilé par la brume. L'heure, pourtant, n'était pas au romantisme. On me donnait à entendre une vérité toute crue : pour les Allemands, partager par moitié les bénéfices d'une coproduction franco-allemande n'aurait eu d'intérêt que s'ils avaient craint de ne pas conquérir, avec un procédé purement allemand, la moitié du marché. Or, ils comptaient bien le conquérir tout entier :

« Nos industriels ont déjà fait le tour des pays du

* SECAM : *SE*quentiel *C*ouleurs *A M*émoire, inventé par Henri de France.

monde occidental qui, dans les dix ou douze prochaines années, peuvent s'équiper de la couleur. Ils savent aussi que leur concurrent français n'a pas pris cette peine. Ils ont acquis la certitude que le procédé allemand l'emportera. Bien sûr, en prototype, les deux procédés se valent ; le vôtre est même peut-être le meilleur. Mais pour le passage à la série, à peu près tout le monde parie sur le succès de l'industrie allemande.

— Votre industrie électronique est plus puissante, fis-je, mais David gagne souvent contre Goliath. »

Depuis quelques années, Günther von Hase était devenu pour moi un ami. Il eut la délicatesse de laisser son adjoint porter le coup de grâce :

« Ce n'est pas une affaire de taille, mais de crédibilité. Si le *Secam* était hollandais, ou suédois, ou suisse, les réactions seraient sans doute différentes. Chacun rend hommage au talent des chercheurs français, à la qualité de leurs découvertes. Mais on n'a pas grande confiance dans les réalisations pratiques qui pourront suivre. »

Prototype réussi, mais où est la série ?

L'adjoint précisa sa pensée, de peur que je n'eusse pas compris :

« Pour exploiter un procédé, il faut assurer la conjugaison de beaucoup de facteurs : une organisation rationnelle, un réseau commercial dynamique, la persévérance pour surmonter les obstacles techniques, la stabilité et la rentabilité des entreprises, la discipline dans le travail, de bons rapports entre patrons et salariés, le répondant financier, la solidarité entre les entreprises intéressées... »

Tant d'apparences donnaient raison à cette critique * ! Pourtant, au cours du dernier demi-siècle, de brillants succès dans les techniques de communication radioélectrique, de repérage, d'automobile, d'aéronautique, avaient montré que nos difficultés n'étaient pas insurmontables.

« Il faut tenir compte aussi, ajouta l'adjoint, de l'effet de boule de neige. Vous serez empêchés, faute d'acheteurs assez nombreux, d'abaisser les prix et d'améliorer la formule. Alors que notre industrie, équipée d'emblée pour répondre à des commandes abondantes, verra ses coûts diminuer et aura vite les moyens de perfectionner son procédé... Vous verrez, tout se passera comme pour votre 819 lignes **. Vous êtes les seuls à l'utiliser. Vous rallierez peut-être quelques-unes de vos anciennes colonies ; elles vous laisseront installer la télévision en couleurs chez elles à vos frais. Mais le monde industrialisé basculera tout entier du côté allemand, parce que personne ne doute vraiment qu'il doive en être ainsi. »

Je connaissais assez mes interlocuteurs pour deviner le fond de leur pensée : « Le général de Gaulle,

* Un argument supplémentaire jouait en faveur de l'Allemagne. Le procédé allemand n'était qu'une variante améliorée du procédé américain NTSC. Pour le moment, les Américains paraissaient combattre également les deux procédés européens. Mais quand le NTSC aurait été mis hors de cause pour ses médiocres performances, ils miseraient à fond sur le procédé allemand, qui leur rapporterait de fortes redevances, et feraient tout pour éliminer le procédé français, qui battrait en brèche leur suprématie technologique.

** La définition française pour la télévision était à l'origine plus fidèle que la définition allemande (625 lignes) ou anglaise (450 lignes). Mais l'exemple de la France ne fut pas imité. Pour finir, la France a dû s'aligner, en mettant toutes ses chaînes en 625 lignes.

songeaient-ils, tient la France à bout de bras ; derrière lui, les Français n'ont pas changé. Lui aussi est un prototype réussi ; mais où est la série ? Le jour où il ne sera plus là, toutes les illusions s'effondreront. Les Français ont les meilleures idées, mais en restent aux idées. Une mauvaise grève, une brouille avec les Américains qui refuseront de livrer un composant, quelque complication inventée par la bureaucratie parisienne, un peu de désordre, et on ne parlera plus du *Secam.* » Bref, le procédé français n'était pas *crédible,* parce que l'industrie, la société française ne l'étaient pas.

Cette prophétie m'atteignait. En France même, ne l'avais-je pas assez entendue, de la bouche d'industriels, de diplomates, de journalistes et même de ministres ? « Pourquoi voulez-vous habiller la télévision en tricolore ? » me demandait-on souvent d'un air amusé *.

Relever le défi

Fallait-il partager ce scepticisme de bon ton ? Si le gouvernement se montrait défaitiste pour la France, comment les Français auraient-ils foi en elle ? Le *Secam,* c'était beaucoup plus que le *Secam* : comme la force nucléaire ou *Concorde* **, une preuve que le défi pouvait être relevé. Métro de Montréal ou de Téhéran, usines d'électroménager à Singapour, locomotives en Chine ou engins de levage à Houston,

* Un mot courait : *Secam* signifierait « *S*ystème *E*légant *C*ontre les *AM*éricains ».

** Mais à moindres frais : le *Secam* aura coûté quelque 20 millions au budget de l'Etat, le *Concorde* 10 milliards.

toutes les batailles se tenaient. Il fallait bien quelques exemples éclatants, pour faire reculer le refus de l'industrie. Pour que les Français renoncent à placer un destin de *rond-de-cuir* au-dessus de celui d'ingénieur. Pour que nos étudiants cessent de préférer les pirouettes du langage à la rude discipline des techniques, du commerce international, des entreprises, assimilés par eux à un « capitalisme » qu'on leur avait appris à détester.

Günther von Hase se tenait là, dans le vent du Rhin qui faisait claquer les pans de son manteau de pluie — sincèrement désolé de constater ma désillusion. Mais les choses étaient ainsi : affaire de tempérament national, de *Volksgeist*. Tandis que notre vedette filait entre les trains de péniches, je songeais qu'il n'est pas toujours facile d'être Français... Déjà, j'échafaudais des plans pour me rendre à Moscou.

Je résumai cette conversation au général de Gaulle. Il connaissait bien tout cela, qui fait notre destin. Par moments, il était tenté de baisser les bras. Plus souvent, il réagissait avec promptitude. Il m'encouragea à préparer en secret un voyage, par lequel j'essayerais de trouver une compensation russe à notre déception allemande :

« Renversons les alliances, me dit-il. En tout cas, pour la télévision en couleurs. »

Il avait eu, quelques mois plus tôt, la même tentation. Le nouveau gouvernement travailliste, en grand mystère, nous avait fait part de sa décision — exigée par les Américains contre des crédits qu'il sollicitait d'eux de toute urgence — d'abandonner le *Concorde*. Les Russes étaient prêts à se substituer aux Anglais. Mais là, le général se laissa persuader que l'aventure serait téméraire. En revanche, pour le *Secam*, les

avantages de l'accord franco-soviétique étaient évidents, et faibles les dangers *.

D'une tradition française — la maladresse à transformer les inventions en novations — de Gaulle entendait triompher par une autre — l'allié de revers : François Ier et le Grand Turc, Richelieu et les princes protestants... Ce qui fut fait **.

« *Les Français sont les meilleurs* »

A quelques années de distance, le docteur Schweitzer et Günther von Hase m'avaient attristé. Même si je faisais la part, dans leurs observations, du jeu et du parti pris, je ne savais que trop qu'on nous jugeait ainsi de l'extérieur. Un troisième dialogue, plus récent, est venu à la fois confirmer les deux précédents et en atténuer la morsure, en laissant espérer du neuf.

Dans la mer du Nord, entre les *fjords* norvégiens et les *lochs* écossais, les plus grandes compagnies

* Les Américains n'en pesèrent pas moins de tout leur poids pour empêcher l'accord franco-soviétique d'aboutir. Même pour cette technique toute « civile », ils multiplièrent les obstacles. Ils nous interdirent de nous servir, aux essais, d'une caméra électronique de fabrication américaine ; de concéder aux Soviétiques, pour la fabrication d'un tube couleurs de conception française, la licence de fabrication et d'assemblage des pièces de verrerie produites en France par Sovirel-Saint-Gobain sous licence Corning-Glass ; etc.

** Le *Pal*, comme les Allemands l'avaient prévu, a triomphé en Europe occidentale. Mais le *Secam* a marqué des points en Europe de l'Est, en Afrique du Nord et en Afrique noire, au Moyen-Orient, en Chine. Le *Pal* a pris le dessus en redevances ; le *Secam*, en public virtuel.

pétrolières * se livrent à une course de vitesse, chacune dans son périmètre marin, grand comme deux départements français. Libre à elles d'y sonder, d'y forer, d'y extraire le pétrole et le gaz qu'elles auront su y déceler. Dans les conditions les plus difficiles, elles organisent le rendez-vous des technologies les plus avancées : acoustique, hydrogéologie, océanographie, électronique, informatique. Sur la mer sans cesse agitée, embrumée, flottent des barges. Les machines de forage, le matériel de captage y sont entreposés. Mille câbles en partent vers les fonds sous-marins. C'est là que sont centralisées toutes les informations, aussitôt transformées en courbes et en chiffres, aussitôt interprétées.

Août 1975. L'ingénieur français qui me fait visiter les installations est confiant dans la réussite de sa compagnie :

« Il y a quelques années encore, nous n'aurions jamais été capables de nous mesurer avec les compagnies américaines ou multinationales. Nos techniques étaient loin de valoir les leurs. A la rigueur, nous savions faire séparément chacune des opérations nécessaires : prospecter, extraire, poser des tuyaux. Mais la maîtrise de l'ensemble présentait pour nous des difficultés insurmontables. Il fallait nous retourner sans cesse du côté des Américains, demander leur assistance jusque dans les techniques de gestion. Nous ne savions pas conduire une opération complexe de bout en bout. Vers 1967-1968, un tournant a été pris : nous avons rattrapé notre retard. Désormais,

* Deux compagnies françaises participent à l'exploitation : Elf-Erap-Aquitaine pour la partie norvégienne du plateau continental, la Compagnie française des pétroles pour la partie écossaise.

nous faisons aussi bien, plutôt mieux, que les autres. »

Mais sur ces pontons d'une entreprise française, je rencontre des hommes de maintes nationalités. Pour ces équipes, la vie est âpre. Géologues, physiciens, ingénieurs, techniciens, plongeurs, pilotes d'hélicoptère, demeurent sur place quinze jours, sans cesse sur la brèche, ne dormant que quelques heures, puis sont relevés pour la quinzaine suivante, pendant laquelle ils vont se reposer à terre.

« Au début, nous n'avions que des personnels français. Ça n'allait pas. Ils rejetaient les contraintes que nous impose la concurrence. Ils se montaient la tête et croisaient les bras. Nous avons décidé de les mélanger à des Américains, des Anglais, des Scandinaves, des Allemands, des Italiens. Eh bien, d'emblée, l'amour-propre a fait merveille. L'émulation les stimule. Plus de blocages syndicaux ! Ça marche ! Et depuis des années que nous observons le comportement des uns et des autres, devinez quels sont les meilleurs ? Les Français ! Les plus endurants, les plus débrouillards, les plus solides dans les moments difficiles. Et savez-vous ce qu'ils font, chaque mois, de leurs quinze jours de congé ? Ils se font transporter en France, retrouvent leur famille et ont presque tous un second métier : un commerce, une ferme, que leur femme tient en leur absence. Ce sont les plus travailleurs ! »

Les étrangers, selon mon *cicerone*, étaient loin de les valoir :

« Les Anglais ? Ils sont devenus nonchalants. Ils n'ont pu se mettre au rythme de la quinzaine ininterrompue. Ils ont besoin de leur *week-end*, c'est plus fort qu'eux. Il leur faut prendre le thé quatre fois par jour. Ils n'ont pas d'ambition. »

Et il m'égrena les défauts des autres nationalités — dont la présence se révélait pourtant nécessaire pour que les Français donnent le meilleur d'eux-mêmes.

Une étrange continuité

Par-dessus les eaux rouges de l'Ogooué, les brouillards du Rhin, la houle gris d'acier de la mer du Nord, quelle étrange continuité ! Vus de Lambaréné, de la Lorelei ou des îles Shetland, on aurait dit que les Français n'avaient guère bougé depuis les Gaulois, tels que les décrit César : capables de bravoure, mais indociles ; enthousiastes, mais désordonnés. Hommes d'exploits fulgurants plus que d'obscures ténacités, de prouesses individuelles plus que de discipline collective, ils étonnent par la soudaineté de leurs redressements, mais déçoivent par la légèreté avec laquelle ils les compromettent ; passant du coup d'éclat au coup de tête, et de l'héroïsme à la débandade ; sans cesse confrontés à une difficulté de vivre ensemble ; tantôt soulevés par le souffle puissant d'un projet qui les dépasse, tantôt prostrés dans l'aigreur et le dénigrement d'eux-mêmes ; suscitant à l'étranger l'admiration plus que la confiance, quand ce n'est pas l'agacement.

Quelle fatalité semble peser sur les Français ? Pourquoi le peuple des Croisades et de la Révolution, de Pascal et de Voltaire, ce peuple vif, généreux, doué, fournit-il si souvent le spectacle de ses divisions et de son impuissance ? Pourquoi, parmi les nations avancées d'Occident, compte-t-il les écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses — et une industrie si

longtemps retardataire, une balance technologique si constamment défavorable ? Les meilleurs ingénieurs des télécommunications, et un si mauvais réseau de téléphone ? Les meilleurs ingénieurs de la navigation, et les plus piètres canaux ? Le meilleur corps des ponts et chaussées, et si peu d'autoroutes ? De si bons chercheurs, et si peu d'innovations ? Les meilleurs universitaires, et de si médiocres universités ? Les paysans les plus acharnés, les agronomes les plus novateurs, et une agriculture restée aussi longtemps archaïque ? Les soldats les plus courageux, les officiers les plus brillants, et tant de défaites ? L'administration la mieux sélectionnée, la plus apte à intervenir en toutes choses, et de tels échecs dans les domaines qu'elle est censée diriger, à commencer par la gestion publique, l'urbanisme, l'éducation, les sports, l'étalement des horaires et des vacances, le déploiement des industries, des emplois, des logements ? Semblable passion pour les libertés, et pareille maladresse à les organiser, à décentraliser, à décoloniser à l'intérieur comme à l'extérieur du pays ?

En un temps où chacun cherche à se définir, où les prêtres se réunissent pour parler du sacerdoce et les militaires de l'armée, où les musiciens, les architectes, les médecins, les écrivains suspendent la pratique de leur art pour préciser son sens et sa place dans la société, n'est-il pas naturel que des Français s'interrogent sur la France ?

Chapitre 2

MALADE A EN MOURIR

Au premier mécompte, en temps de guerre, on crie à la trahison. *C'est* incapacité *et* défaillance de caractère *qu'il faudrait dire. Des gens sans volonté qui, afin d'échapper aux responsabilités, se donnent pour règle de* n'avoir point d'histoires *et meurent couverts de récompenses et de décorations, sont ceux qui nous font le plus de mal, en organisant la complicité générale du silence, quand il faudrait mettre l'intérêt du pays au-dessus de sa propre tranquillité.*

Georges Clemenceau [1] (1913).

Que la France fût continuellement malchanceuse, j'en acquis très tôt la conviction. L'histoire qu'on nous enseignait m'en fournissait les tristes preuves. Des héros qu'on nous apprenait à admirer, pas un qui n'eût fini dans la tragédie ou du moins dans l'échec,

de Vercingétorix à Jeanne d'Arc, de Henri IV à Louis XIV, de Robespierre à Napoléon, de Gambetta à Clemenceau.

L'actualité avivait cette inquiétude. Aussi loin que remontent mes souvenirs, la France m'apparut comme une grande malade. « *Le gouvernement est renversé.* » « *Scandale financier.* » « *Stavisky s'est suicidé.* » Le matin, ma grand-mère ouvrait mes volets ; souvent, tandis que je me préparais pour aller à l'école, elle s'asseyait sur mon lit et me résumait les nouvelles qu'elle venait d'entendre « à la TSF ». « *Fusillade sur la place de la Concorde.* » « *Daladier abandonne.* » « *L'Aéropostale fait faillite.* » « *Albert Lebrun a éclaté en sanglots.* » Ou bien, elle me lisait les gros titres du journal : « *Insurrection contre le régime.* » « *Echec des sanctions contre l'Italie.* » « *Faillite de la diplomatie française.* » Ma grand-mère ajoutait quelquefois, en hochant la tête : « Quel gâchis ! »

La France aboulique

Certains soirs, la famille s'agglutinait autour du poste. Un prince de la République élevait la voix : « Nous ne permettrons jamais que Strasbourg soit placé sous le feu des canons allemands. » Les jours suivants, on attendait ce qu'il allait faire. Rien. Hitler se permettait ce que nous n'avions pas permis.

Plus d'une fois, entre 1949 et 1952, au cours de mes années d'outre-Rhin, j'ai entendu des Allemands nous faire grief d'être demeurés sans réaction, ce 7 mars 1936 où Hitler fit franchir le Rhin à la Wehrmacht.

Hommes politiques, journalistes, historiens situaient à cette date la journée décisive, où la plus terrible des guerres aurait pu être tuée dans l'œuf, et où l'irrémédiable a été accompli.

Le traité de Versailles avait neutralisé les territoires allemands situés à l'ouest du Rhin. Librement, la République de Weimar avait une nouvelle fois accepté cette clause en 1925, dans le Pacte de Locarno. Clemenceau et Foch voyaient dans cette démilitarisation la clé de la paix. L'efficacité de l'alliance française avec la Pologne et la Tchécoslovaquie en dépendait : si jamais le Reich s'avisait d'attaquer ces Etats, la France pouvait le frapper dans la Ruhr, au cœur de son industrie. Pas un chef militaire allemand qui n'eût mis en garde Hitler contre ce coup de poker insensé : réinstaller des troupes sur la rive gauche du Rhin. Au Conseil des ministres que Hitler présida la veille de ce jour, Goering, Neurath, Blomberg émirent un avis négatif. A Berlin, cette opposition n'était pas un mystère. Notre ambassadeur, André François-Poncet, avait adressé à Paris un télégramme précis, mais qui ne suffit pas à donner de la volonté à des hommes que la pratique institutionnelle condamnait à l'aboulie.

Ernst-Robert Curtius dissertait devant moi, un jour de 1950, sur les crimes collectifs du Reich. Ce vieux maître * de la jeunesse allemande, qui connaissait tellement la France et en parlait si bien, faisait son *mea culpa* national. Il jeta brusquement sa cigarette dans un des cendriers pleins d'eau dont sa vaste bibliothèque était garnie :

* Ecrivain et critique littéraire, ami de Gide et de Martin du Gard, auteur d'un bel *Essai sur la France*, il professait à l'université de Bonn.

« Mais comment vouliez-vous que nous empêchions la guerre et ses atrocités ? Hitler installé au pouvoir, nous ne pouvions plus le déloger. Ceux qui auraient pu lui barrer la route dès les premiers signes de démence, c'étaient vous, les Français. Il aurait suffi d'un peu de fermeté, en mars 1936, pour que le tyran s'écroule ! Même lui, il était inquiet. Il s'est contenté d'envoyer trois bataillons d'infanterie, sans le moindre char, derrière des musiques tonitruantes. Paris n'a pas bougé ! Un dictateur qui manque son coup n'a plus longtemps à vivre. C'est la faiblesse française qui a fabriqué Hitler ce jour-là.

— Londres s'opposait à ce que nous bougions.

— C'est bien ce que je dis. Il vous faut la bénédiction d'un autre. L'Angleterre hier. Les Etats-Unis aujourd'hui. Quand vous déciderez-vous à exister par vous-mêmes ? »

La France divisée

En juin 1936, sur un boulevard de Montpellier, je me trouvai pris entre manifestants et contre-manifestants. Une colonne ouvrière, derrière un drapeau rouge, tendait le poing en scandant : « Les-so-viets-par-tout ! » En face, anciens combattants en béret basque et camelots du roi en chemise blanche répliquaient, le bras levé : « Com-mu-nards-assa-ssins ! » Puis ils entonnèrent *la Marseillaise*. Mais l'un de ceux qui dirigeaient la cohorte d'ouvriers lança, plus fort que le tumulte : « Nous aussi, nous sommes Français ! » Et au lieu de répondre par *l'Internationale*, il reprit *la Marseillaise* au refrain. Ses cama-

rades, décontenancés, le laissèrent vocaliser seul un instant, puis le suivirent. Les deux blocs antagonistes se montraient haineusement du doigt : « *Ces féroces soldats, qui viennent jusque dans nos bras.* » Chacun des deux clamait *sa* France, et désignait l'autre comme *l'anti-France.* Comme on mettait du cœur à faire de l'hymne national un chant de guerre civile !

Les cauchemars se répètent impitoyablement. A qui n'est-il pas arrivé d'entendre deux groupes hostiles se jeter mutuellement *la Marseillaise* à la figure ? Pour les uns, elle signifiait la douleur de toutes les révolutions manquées — qui s'étaient brisées contre le mur de l'argent, de la naissance ou de la nature des choses —, et l'espérance de la révolution en marche. Pour les autres, elle exprimait les heures de gloire, la patrie accablée d'épreuves mais puisant au fond du malheur la force de se redresser. Ennemis par leur *credo,* frères par leur passion.

En juillet 1936, en vacances dans le Rouergue, je découvris un village partagé en deux : le rouge et le noir. D'un côté, le maire, les instituteurs laïcs, les quelques ouvriers, les facteurs ; de l'autre, le curé, les religieuses, l'école libre, les fermiers des environs, les artisans, les boutiquiers. Les premiers exaltaient le Front populaire, les républicains espagnols, les conquêtes sociales. Les autres souhaitaient la victoire de Franco, ricanaient sur les « quarante heures », le « ministère des loisirs », le « poil dans la main », « la France enjuivée, revenue au temps de Dreyfus ». « Les Français ne s'aiment pas », me disais-je. Ils se livraient à une manière de révolution pour donner douze jours de congé aux ouvriers. Pourquoi fallait-il que fussent *arrachés* des avantages sociaux qui, ailleurs, s'établissaient graduellement ? La

« TSF » l'avait dit : les ouvriers anglais, hollandais, allemands, sans aucune violence, avaient reçu les mêmes avantages depuis plusieurs décennies, au temps de Guillaume II et d'Edouard VII. Devant ces affrontements inutiles, mes dix ans ressentaient la même anxiété que si j'avais été l'enfant d'un ménage désuni.

La France à genoux

Quatre ans plus tard, des réfugiés arrivèrent par hordes à Montpellier, leurs guimbardes chargées de matelas, de cages à poules et de casseroles. Ils semblaient ne s'arrêter là que parce que la mer les empêchait d'aller plus loin. Tout se défaisait. On pillait des maisons abandonnées. Les soldats ne saluaient plus ; j'en vis un cracher par terre au passage d'un officier. Pour la dernière classe de l'année, notre professeur de lettres nous dit : « J'ai honte d'être Français. » Il pleurait.

Quand tout fut fini, on commença de chercher des raisons. De Londres, un certain de Gaulle incriminait la faiblesse de notre armement : « *Ce sont les chars, les avions des Allemands qui nous font reculer*[2]. » Vichy, au contraire, stigmatisait les mauvaises habitudes collectives, les institutions, la nation tout entière fautive.

Les propos de ce de Gaulle donnaient de l'espoir. Mais beaucoup trouvaient l'explication de Vichy plus convaincante. La voix de Londres voulait nous rendre foi en nous-mêmes : il fallait mettre la défaite au compte des circonstances. Celles d'aujourd'hui pour-

raient être renversées demain : « *Foudroyés par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure*[3]. » Autrement dit : « Nous ne manquions pas de courage, mais de chars. Bientôt, nous aurons des chars. Reprenez courage. » C'était le langage de l'action immédiate. Ce n'était pas celui de l'exactitude historique, ni de l'analyse à long terme. Car nous avions des chars.

De Gaulle, moins que personne, n'ignorait les causes psychiques et sociales du désastre. Simplement, il voulait éviter d'aggraver l'humiliation. Aujourd'hui, on a le droit et, je crois, le devoir de dire aux Français, qui pour la plupart ne le savent toujours pas, que *la débâcle n'était nullement due à une « écrasante » supériorité quantitative des chars et des avions allemands, mais essentiellement à des causes qualitatives.*

De nombreux experts militaires * ont établi cette vérité que notre fierté nous pousse à rejeter : *la France disposait, avec l'aide anglaise d'autant de chars et de presque autant d'avions que l'Allemagne.* C'est l'organisation qui péchait ; ce sont les idées qui étaient fausses. Les chars, au lieu d'être concentrés en de puissantes divisions blindées, étaient disséminés dans l'ensemble de l'armée — à la disposition de l'infanterie, qui n'en avait cure. Les avions, au lieu

* Notamment le maréchal Kesselring[5], Liddell Hart[6], l'ingénieur en chef de l'armement Jean Truelle[7] ; mais aussi beaucoup d'autres[8]. Les études parues dans la *Revue historique des armées*, la *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, la revue *Icare*, la *Revue des Forces aériennes françaises*, contiennent un impressionnant faisceau de preuves. Le général Delestraint : « Nous avions trois mille chars, tout comme les Allemands ; mais ils les formaient en trois paquets de mille, et nous en mille paquets de trois. »

de stationner sur le front, étaient dispersés sur maintes bases de l'arrière et jusqu'en Afrique du Nord. Tantôt, on trouvait des avions sans pilotes ; tantôt, des pilotes sans avions. Le général Stehlin, par exemple, racontait comment, à Toulouse, il avait découvert, avec les pilotes de son groupe, le 9 juin 1940, des centaines de *Dewoitine* tout neufs et inutilisés : « Servez-vous. Choisissez ». » En outre, commandés par des gouvernements résolument pacifistes, les avions étaient conçus en vue de la défensive : parfaits pour l'observation (dont l'armée de terre, on va le voir, ne tenait guère compte) ; mais pour l'attaque, surclassés par les *Stukas,* dont les pilotes étaient entraînés à bombarder en piqué. Le matériel existait. Il eût fallu seulement vouloir, pouvoir, savoir s'en servir... Quel absurde enchaînement, en vingt ans d'entre-deux guerres ! Jamais défaite aussi lourde n'avait été moins inévitable.

Comment ne pas comparer ? Après Stalingrad et le débarquement allié en Italie, l'armée allemande se battit encore pied à pied pendant près de deux ans, devant un ennemi désormais plusieurs fois supérieur en effectifs et en matériel. Après Sedan et Dunkerque, l'armée française livra un combat de feux follets : ici ou là, un colonel, un capitaine, un lieutenant, rameutait son unité pour tenir un pont ou une gare ; ses hommes, alors, se battaient comme des lions. Ces sursauts ne changeaient rien. Beaucoup de faits d'armes ; un désastre. Ce fut moins la défaite d'une armée, que l'écroulement d'une société.

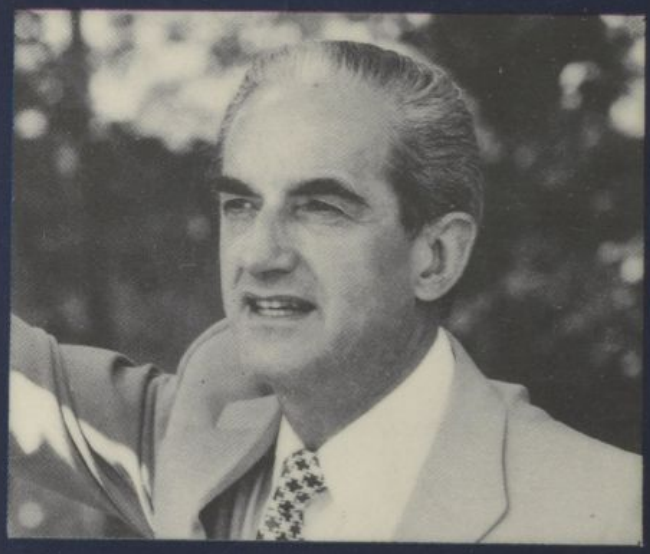

Photo Benoît Peyrefitte

Alain Peyrefitte a partagé son temps entre la réflexion et l'action.

Normalien, chargé de recherches au CNRS (anthropologie), maître de conférences à l'ENA, il s'interroge sur la dynamique des sociétés et les maladies de civilisation *(Le Sentiment de Confiance, Le Mythe de Pénélope, Faut-il partager l'Algérie ? La Participation, La Drogue, Décentraliser les Responsabilités, Réponses à la violence, Quand la Chine s'éveillera)*.

Ancien élève de l'ENA, il opte pour le Quai d'Orsay, de manière à observer des sociétés étrangères sur le terrain (notamment, les deux Allemagnes et la Pologne). Député en 1958 et toujours réélu depuis ; maire de Provins ; conseiller général de Bray ; représentant à l'Assemblée européenne et à l'Assemblée de l'ONU ; président d'une des grandes Commissions de l'Assemblée nationale (Affaires culturelles et sociales) ; secrétaire général de l'U.D.R. à la veille des élections législatives de 1973 ; placé à la tête de huit ministères à partir de 1962 — il a acquis une expérience variée des pouvoirs administratif, législatif, exécutif, local, international.

Dans *Le Mal français*, fourmillant de choses vues et d'exemples concrets, il fait la synthèse de son témoignage et de ses analyses.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 01198170 3

Dépôt légal - Impr. 4781-5 Edit. 9291 1er trimestre 1979

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.

Avec le soutien du

CNL Centre national du livre